

JIJEL

Vers l'annulation de 163 certificats de possession à El Milia

Les services de la Direction des domaines ont entrepris une démarche auprès du tribunal administratif à l'encontre de 163 citoyens pour l'annulation des certificats de possession des terrains qu'ils occupent depuis plusieurs années, dans le périmètre de la zone industrielle de Bellara, dans la commune d'El Milia.

Du côté de la Direction des domaines, on affirme qu'à travers cette démarche, l'Etat veut restituer ces terrains qui sont une propriété de l'Etat. Il convient de souligner que sur ces terrains, les citoyens détenteurs de certificats de possession ont bénéficié de l'aide dans le cadre de l'habitat rural pour bâtir des constructions.

Lors d'une session de l'Assemblée populaire de wilaya, le wali Larbi Merzoug était catégorique : ces terrains se trouvent dans le périmètre de la zone industrielle de Bellara et par conséquent ils font partie des biens de l'Etat.

B. M. C.

ORAN

Le P/APC de Bir El Djir relevé de ses fonctions

C'est par un communiqué que la wilaya d'Oran a annoncé, hier en fin de journée, la mise à l'écart du P/APC de la commune de Bir El Djir, l'une des plus importantes de la wilaya d'Oran.

Cette décision de l'administration de fin de fonction est intervenue suite à la décision de justice d'entamer des poursuites pénales à l'encontre de l' élu.

Il semblerait que les faits reprochés à cet élu sont liés à la mauvaise gestion des affaires de la commune et surtout que d'autres membres de l' APC seraient aussi inquiétés par la justice.

Depuis plusieurs années la wilaya d'Oran a connu ainsi des affaires judiciaires impliquant de nombreux élus, une dizaine en tout pour ces quatre dernières années seulement.

Fayçal M.

TLEMCEN

Quand les riverains et commerçants interdisent le stationnement

C'est en toute impunité que des citoyens se permettent d'interdire l'espace public à autrui. Ce phénomène a pris une telle ampleur, à tel point que l'on ne sait plus quoi faire devant ces infractions à la voie publique.

Partout au centre-ville, à défaut d'une plaque réglementaire interdisant la station, des commerçants déposent, des fûts ou des cageots pour interdire aux automobilistes de se garer, devant leur vitrine.

La scène vécue par un touriste algérois nous renseigne sur cette situation de non droit. Ce dernier a fait le tour de la ville pour trouver un espace libre, en fin de compte, il renonça à visiter le centre-ville pour une affaire de stationnement.

Partout, cette manière d'interdire fait son apparition, et ce, au vu et au su de tout le monde. Ceci complique d'avantage la situation pour

la circulation, vu le manque d'aires de stationnement et de parkings dans la ville. Si tout le monde s'amuse à se réserver son propre stationnement, devant son domicile ou son magasin, il ne reste plus qu'à interdire la circulation aux automobilistes et c'est déjà fait quelque part, à Derb Sidi Hamed. Mais que font les services de sécurité chargés de réguler la circulation et de dégager la voirie, il suffit d'une petite ronde dans les quartiers de la rue de Paris, d'El Hartoune, R'hiba, Bab el Djad, pour constater ces infractions, qui constituent symboliquement un grave délit, contre l'au-



Photo : DR

torité publique. L'état de droit commence par la police nous dit-on : dans un état de droit qui se respecte, on commence par respecter les choses les plus élémentaires, une plaque de stationnement interdit par

exemple. Faites un tour, près de Sid-el-Mazouni à Rhiba, une plaque de stationnement interdit ne sert à rien, c'est plutôt un stationnement autorisé.

M. Zenasni

APRÈS AVOIR VISITÉ 286 SITES DANS LA COMMUNE DE TIARET

Le wali fait son constat et met en garde

«Beaucoup de choses restent à faire pour redonner à Tiaret l'image qui lui sied», c'est du moins ce qu'a laissé entendre le wali Bentouati Abdesselam lors d'une rencontre consacrée à l'évaluation des décisions prises au titre des tournées effectuées aux différents sites du chef-lieu de wilaya.

En effet, 100 heures passées en l'espace de 11 jours sur 286 ont suffi au chef de l'exécutif de faire son constat lequel est loin d'être reluisant au vu des innombrables difformités et autres tares déplorées pratiquement dans tous les secteurs à même de le pousser à mettre en garde les responsables défaillants. «Je ne peux adhérer à cette gabegie et encore moins la cautionner», s'adresse-t-il à l'assistance. N'omettant aucun détail, le premier responsable de la wilaya s'est dit sidéré par l'ampleur des failles qui n'incarnent aucunement le rang d'une wilaya réputée pourtant pour son histoire, sa civilisation et son potentiel à tous les niveaux.

Le plan de circulation, l'hygiène, les bidonvilles, la prolifération des animaux en milieu urbain, le commerce informel, la mauvaise gestion de certains dossiers, l'état d'abandon des locaux commerciaux et d'autres établissements publics, l'ab-

sence de coordination entre les différents services, attestent si besoin est qu'il s'agit bel et bien d'une ville déstructurée. L'opportunité a été aussi saisie par le chef de l'exécutif pour rappeler à l'ordre les responsables défaillants, les exhortant au passage à redoubler d'efforts en vue de s'acquitter convenablement des

missions qui leur sont dévolues.

Dans le même contexte, une batterie de mesures a été adoptée notamment celles liées aux modalités d'attribution des locaux professionnels qualifiés de «rentières», la lutte contre la propagation des gardiens de parkings, l'éradication des décharges sauvages, le développement de l'investissement.

Dans la foulée, le wali de la wilaya n'a pas omis de rendre hommage à la presse écrite, laquelle reconnaîtra-t-il, travaille dans des conditions ne reflétant guère la

noblesse de leur métier, allusion faite à l'état délabré et peu approprié de la Maison de la presse. En ce sens, le même orateur s'est montré disposé à apporter son soutien pour «dénicher» un siège plus ou moins adéquat en faveur de la corporation.

Enfin, pour mettre à exécution toutes les dispositions prises dans différents secteurs d'activités, l'on saura qu'il a été procédé à l'élaboration d'une nouvelle feuille de route où des rencontres périodiques, dites d'évaluation, ne sont pas à écarter...

Mourad Benameur

MÉDÉA

La terre a encore tremblé

Une secousse tellurique de magnitude 3,9 sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier matin dans la wilaya de Médéa. L'épicentre du tremblement a été localisé à 16 km à l'est de Tablat dans le nord-est de Médéa.

Aucune perte humaine ou dégât matériel n'est à déplorer d'après la Protection civile et qui a aussitôt dépêché ses éléments sur les lieux afin de s'enquérir de l'état psychologique des habitants et de leur appor-

ter aide et assistance. Il est à rappeler que ces derniers temps, la terre a tremblé plusieurs fois à Médéa pratiquement au même endroit. La dernière secousse en date du 10 avril enregistrée à 18h48, avait occasionné l'endommagement de 76 habitations et d'un collège.

Par ailleurs, cinq personnes avaient été légèrement blessées alors que sept autres, en état de choc, avaient été prises en charge sur place avant d'être accueillies dans les différentes structures sanitaires de la région pour des soins plus appropriés.

M. L.

EL TARF

Le DAIP fait des victimes

Des dizaines de bénéficiaires de la formule DAIP ne savent plus à quel saint se vouer pour régulariser leurs situations financières face à un laisser-aller sans commune mesure de la Direction de l'emploi qui, malheureusement, n'a pas levé le petit doigt pour remédier à une situation des plus préjudiciables pour le prestige de cette administration.

Ce sont des dizaines de cas de ces jeunes cadres bénéficiaires des deux formules DAIP et CID qui

n'ont pas perçu leurs maigres salaires, et ce, durant 7 mois de travail sans interruption et justi-

fiant, par ailleurs, de tous les documents y afférents.

Le cas de ce cadre exerçant au niveau de l'OPGI est édifiant à plus d'un titre. En effet, son contrat signé au mois de mars 2015 avec un P-V d'installation datant du mois d'avril de la même année, le cadre en question n'a pas été payé pour plusieurs mois, soit du

mois d'avril à septembre de l'année 2015. Même topo, pour l'année 2016 où des cadres n'ont pas été rémunérés depuis le mois de septembre 2015 jusqu'à mars 2016.

Pire, au niveau de la Direction de l'emploi, c'est le silence radio, certaines indiscretions évoquent avec insistance un plan de gestion

qui serait erroné dans lequel, le montant des salaires des cas litigieux n'aurait pas été prévu, ce qui est en soi un impair imparable pour le responsable du secteur.

Dans la même veine, nos multiples tentatives de joindre la directrice sont restées vaines.

Daoud Allam